



Envoyé en préfecture le 26/05/2021

Reçu en préfecture le 26/05/2021

Affiché le

**SLO**

ID : 034-213400229-20210525-DLP2021\_38-DE

# REPUBLIQUE FRANCAISE

*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

### DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS

N° DLP2021-38 - Séance du 25/05/2021

ACTES

4. Fonction publique

4.1 Personnels titulaires et stagiaires de la F.P.T

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	9	10

Vote	
Pour	10
Contre	0
Abstention	0

L'an 2021, le 25 mai à 11h00, le conseil d'administration du CCAS de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Madame Marie-Thérèse AMALVY, Vice-Présidente du CCAS, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par voie électronique aux membres du conseil d'administration le 21/05/2021. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au CCAS le 21/05/2021.

#### **Présents :**

Marie-Thérèse AMALVY, André TURQUAY, Madeleine SABASTIA, Bernard VIDAL, Michel BAUDOUR, Josiane DEVESA, Brigitte DEMURTAS, Marie-France TEXIER, Christiane GAUBERT, Bertrand LEENHARDT

#### **Absents excusés :**

Jean-Luc MEISSONNIER, Alain SOULIER, Hubert FABRITIUS

#### **Secrétaire de séance :**

Emily NOCERA, Directrice du CCAS

**N° DLP2021-38 – INDEMNITES FORFAITAIRES COMPLEMENTAIRES POUR ELECTIONS**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,  
**Vu** la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 87, 88, 111 et 136,  
**Vu** le décret 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,  
**Vu** le décret 2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés,  
**Vu** l'arrêté du 14 janvier 2002 fixant les montants de référence de l'I.F.T.S.,  
**Vu** l'arrêté ministériel du 27 février 1962, relatif à l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élection,  
**Vu** la circulaire ministérielle du 11 octobre 2002 (DGCL-FPT3/2002/N.377).

Considérant qu'à l'occasion des consultations électorales certains agents territoriaux sont amenés à effectuer des travaux supplémentaires liés à l'organisation du scrutin et à la tenue des bureaux de vote, il convient d'en fixer la rétribution.

Considérant qu'il existe trois possibilités

- La récupération des heures consacrées à ces travaux supplémentaires
- Le versement d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires (I.H.T.S.)
- Le versement d'une indemnité forfaitaire complémentaire pour élections (I.F.C.E.) pour les agents exclus du bénéfice des I.H.T.S.

Considérant que les bénéficiaires des I.F.C.E. sont :

- Les fonctionnaires titulaires, stagiaires et non titulaires relevant ou exerçant des fonctions du niveau de la catégorie B, dont l'indice brut est supérieur à 380 et qui ne bénéficient pas de l'I.H.T.S.
- Les fonctionnaires titulaires, stagiaires ou non titulaires relevant ou exerçant des fonctions du niveau de la catégorie

Considérant les modalités de calcul de ces indemnités, à savoir :

- Dans la limite d'un crédit global qui est obtenu en multipliant le montant maximal de l'indemnité forfaitaire mensuelle pour travaux supplémentaires par le nombre de

bénéficiaires. Le montant de référence sera celui de l'I.F.T.S. de 2ème catégorie assortie d'un coefficient 8.

- Et dans la limite d'un montant individuel ne pouvant excéder le quart du montant de l'indemnité forfaitaire annuelle.
- Cette indemnité est cumulable avec le RIFSEEP

Vu le décret 91-875 qui permet au maire de fixer les attributions individuelles dans les limites des crédits inscrits et les modalités de calcul de l'I.F.C.E.

Considérant que le paiement de cette indemnité est effectué après chaque tour de consultations électorales.

Il est proposé au conseil d'administration d'adopter la mise en place de l'I.F.C.E. et d'inscrire les crédits prévus à cet effet au budget.

Où l'exposé du rapporteur, le conseil d'administration et après en avoir délibéré à l'unanimité :

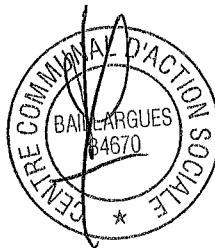
- **APPROUVE** la mise en place de l'I.F.C.E
- **INSCRIT** au budget du CCAS les crédits correspondant,

Pour extrait conforme,

Le 25/05/2021

La Vice-Présidente,

Marie-Thérèse AMALVY



*La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

Envoyé en préfecture le 26/05/2021

Reçu en préfecture le 26/05/2021

Affiché le



ID : 034-213400229-20210525-DLP2021\_38-DE